

Brochure n° 3035

Convention collective nationale

IDCC : 1800. – **CÉRAMIQUE D'ART**

AVENANT DU 11 MARS 2008
RELATIF AUX APPOINTEMENTS MINIMA
DU PERSONNEL CADRE AU 1^{ER} AVRIL 2008
NOR : *ASET0850586M*
IDCC : 1800

Entre :

La chambre syndicale des céramistes et ateliers d'art de France,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFTD ;

Le syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise des industries céramiques (SCAMIC) CFE-CGC ;

La fédération des travailleurs de la céramique, des carrières et matériaux de construction CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant établi en vertu de l'article L. 132-2 du code du travail s'applique aux entreprises qui relèvent de la convention collective nationale de la céramique d'art.

Le présent avenant s'appliquera sans préjudice des dispositions légales, et notamment des articles L. 132-2, L. 141-10, L. 141-11 du code du travail.

Article 2

Grille de salaires du personnel cadre

A compter du 1^{er} avril 2008, la valeur du point mensuel est fixée à 26,82 €.

La grille des appointements minima mensuels garantis est fixée comme suit :

(En euros.)

ANNÉE DE DÉBUT	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL
Position I		
A 24 ans et avant	78	2 092
A 25 ans	86	2 307
A 26 ans	93	2 494
A 27 ans	100	2 682
Position II		
Catégories A, B et C	100	2 682
Après 3 ans, position II	108	2 897
Après 3 ans, coefficient 108	114	3 057
Après 3 ans, coefficient 114	120	3 218
Après 3 ans, coefficient 120	126	3 379
Après 3 ans, coefficient 126	132	3 540
Après 3 ans, coefficient 132	138	3 701
Position III		
Position III A	138	3 701
Position III B	180	4 828

Article 3

Révision et dénonciation

Le présent accord a un caractère impératif.

L'avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires. La demande de révision, accompagné d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Article 4

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent.

Elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les parties signataires.

Conformément aux termes de l'article L. 132-9, alinéa 3, du code du travail, cette adhésion fera l'objet d'un dépôt dans les conditions fixées par l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 5

Notification

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant notifie par lettre recommandée avec avis de réception le texte à l'assemblée des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Article 6

Dépôt, entrée en vigueur et extension

Le présent avenant sera fait en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et sera déposé, conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, en vue de son extension.

Cet accord est à durée indéterminée. Ces dispositions entreront en vigueur à compter du 1^{er} avril 2008.

Fait à Paris, le 11 mars 2008.

(Suivent les signatures.)